

Par-delà les alliances

Bertrand Badie

Nous changeons de monde sans nous en apercevoir suffisamment à temps : la décolonisation, la chute du Mur, la mondialisation sont autant de ruptures fortes dont on a eu tort de penser, dans le vieux monde occidental, qu'elles laisseraient tout en l'état de jadis. L'arrivée au pouvoir de Donald Trump a en fait servi de révélateur : les catastrophes sont toujours là pour révéler les faiblesses et indiquer où et comment le bât blesse dans le jeu international... La proximité soudaine du maître du Kremlin et du locataire de la Maison-Blanche n'a rien de surprenant : les deux hommes partagent pour l'essentiel le même programme, tant le « *Make Russia Great Again* », implicite chez le premier depuis 25 ans, semble avoir inspiré le « *Make America Great Again* » explicité par le second. Les deux Super-Grands d'avant-hier sont nostalgiques d'un temps où ils se partageaient le monde en jouissant de la quasi-obéissance des autres... La restauration de ce vieil ordre vaut bien un exercice de connivence. Il est pourtant peu probable qu'elle conduise aux mêmes performances qu'autrefois...

Derrière cette plate évidence, se cache pourtant une mutation de taille qu'on ne voulait pas voir : la régression, voire la disparition, des vieilles alliances d'antan et leur remplacement par un système international d'une rare fluidité. L'alliance a une longue histoire qui nous a incités à la tenir pour éternelle. Dès la construction des Etats-nations européens, elle était le jeu idéal de cette petite dizaine de princes souverains en compétition incessante : on s'alliait pour gagner et, le plus souvent, pour empêcher l'Autre de l'emporter ou de dominer.

L'optimum était atteint dans un jeu où le nombre d'acteurs était limité et où la puissance de chacun était comparable à celle de tous les autres. Peu à peu, sous le poids des idéologies et de clivages pérennes, ces alliances se sont organisées, institutionnalisées, et sont devenues durables : l'Alliance atlantique en était le modèle idéal, tout comme son vis-à-vis d'alors, le Pacte de Varsovie.

Aujourd'hui, des nombreuses alliances de la guerre froide, seule l'OTAN demeure, aux côtés d'accords bilatéraux qui relèvent des circonstances de leur conclusion, ou d'organisations multilatérales plus complexes qui prennent les formes les plus diverses, mais qui n'impliquent plus cette idée forte et durable d'engagement martial qui faisait jadis et naguère la marque des alliances. Ce n'est pas l'effet du hasard : la multiplication du nombre d'Etat et leur profonde inégalité de taille et de puissance marquaient déjà l'émergence de conditions nouvelles reconfigurant substantiellement les relations internationales. De surcroît, on a sous-estimé la modification remarquable de la conflictualité internationale, opérée depuis la fin de la bipolarité, qui perd cette allure d'antan qui lui donnait alors les traits d'une compétition entre puissances semblables et rivales : les conflits d'aujourd'hui sont principalement de nature intraétatique, à l'instar de ce qu'on observe au Congo (RDC), au Soudan, ou en Syrie, comme naguère en Afghanistan ; ils sont de plus en plus asymétriques, comme en Palestine ou au Sahel, ou encore marqués par une très forte implication sociale comme en Ukraine. Enfin, la mondialisation tend à insérer les

guerres nouvelles dans un écheveau complexe, où finalement tous les États de la planète, ou presque, se trouvent impliqués, tant par les sympathies suscitées que par les répercussions économiques enclenchées... Dans un jeu si complexe, l'alliance devient inadaptée, coûteuse et instable...

Pire encore, elle engendre des postures qui lui sont défavorables. Ainsi les États-Unis, par la voix de Donald Trump, la tiennent pour une entrave, une obligation à leurs dépens, alors qu'elle leur servait de socle hégémonique dans le contexte simple et lisible de la guerre froide. De même, l'alliance classique se retourne contre elle-même, suscitant plus d'insécurité que son contraire : ceux qui lui sont extérieurs la tiennent de plus en plus pour une Bastille de l'entre-soi, source sinon de menaces, du moins de distinctions ; ceux qu'elle est censée contenir savent convertir son visage à leur profit, à l'instar d'un Vladimir Poutine qui s'ingénie, avec un certain cynisme, à la présenter comme l'incarnation même de l'agresseur, idéal prétexte pour jouer des postures victimaires et rallier le Sud global à son panache déclinant...

Cette crise profonde, touchant des mœurs multiséculaires, implique deux ajustements conséquents. D'abord, convient-il de substituer avec attention le *partenariat* ouvert à l'alliance excluante. Dans un monde considérablement plus fluide et complexe qu'autrefois, décalé par rapport aux anciennes géométries, de surcroît de plus en plus interdépendant, le partenariat diversifié est autrement plus efficace que les alliances figées. Alors que le Sud global milite, à l'inverse et de plus en plus, pour un « multi-alignement » (selon la formule du ministre indien des affaires étrangères, Subramaniam Jaishankar), qu'il s'émancipe chaque jour davantage des vieux schémas clientélares,

qu'il privilégie les relations d'aubaine, jusqu'à céder aux règles du « polyamour diplomatique », il est temps de sortir de nos obsessions « campistes » pour penser une diplomatie ouverte, capable de promouvoir ces partenariats multiples autrement plus fonctionnels...

Ensuite, convient-il d'avoir une conception plus systémique que relationnelle de la diplomatie : la finalité réelle d'une diplomatie mondialisée n'est pas, comme jadis, de traiter avec l'autre, mais avec *les* autres. Preuve en est que les seuls arrangements post 1945 qui aient pu tenir ont été de nature collective, le bilatéral devenant très vite dépendant des incertitudes de la conjoncture... Plus spécifiquement, le conflit russo-ukrainien dépasse de beaucoup le bilatéralisme Kiev-Moscou et, encore plus, la dualité russo-étasunienne comme le souhaiterait pourtant Donald Trump. Sa solution passe évidemment par une redéfinition du régime de sécurité européen qui n'a jamais été revu depuis l'effondrement du système soviétique ! Une telle reconstruction n'a de sens que si elle réconcilie le droit universel à la sécurité avec le droit non moins universel à la libre détermination des peuples et au respect de l'intégrité territoriale, telle que conçue par ceux-ci.

Au total, il est temps d'arriver à une vision des relations internationales adhérent à l'idée que la vraie menace n'est pas le fait du voisin, proche ou lointain, mais d'un ajustement périlleux, bâclé ou mal conçu, du système dans son ensemble et qui rend alors le voisin menaçant. Il est grand temps également de penser la paix au-delà de la simple « non-guerre », tant à la mode aujourd'hui : la paix vaut plus que la cessation des combats qui ne sert qu'à mieux préparer leur reprise ; elle consiste en un

aménagement profond et solide de l'idée de coexistence qu'on se plaît de plus en plus à moquer ou à dénaturer. En rester à une vision schmittienne qui se construit autour du désir d'ennemi prépare au contraire les alliances de demain et les guerres d'après-demain...

Bertrand Badie est professeur émérite des Universités à Sciences Po Paris. Il est notamment l'auteur de *L'art de la paix*, Flammarion, 2024.